20.4 Communication

Les revenus des opérateurs sur le marché de détail des **services de communications** électroniques représentent près de 36 milliards d'euros (Md€) hors taxes en 2015. Ils diminuent de 2,0 % par rapport à 2014. Le recul des revenus du marché continue de s'atténuer, après une baisse de 3,3 % en 2014 et de 6,8 % en 2013. L'amélioration est surtout notable sur le marché mobile (40 % des revenus totaux) : la diminution du revenu est près de deux fois inférieure à celle de 2014 grâce à une croissance des consommations (voix et données) et un recul plus limité des prix en 2015. Le revenu des services fixes, orienté à la baisse en raison du déclin de la téléphonie classique, diminue de 2,0 % en 2015, un rythme similaire aux quatre précédentes années. En y ajoutant le revenu des services à valeur ajoutée (délivrés à partir d'un numéro spécial ou d'un numéro court), le revenu des seuls services de communications électroniques (c'est-à-dire hors terminaux et équipements, annuaires, etc.) s'élève à 32,5 Md€ en 2015, en baisse de 2,6 % en un an. Le montant des investissements (hors montant des achats de fréquences) réalisés par les opérateurs de communications électroniques atteint en 2015 un record historique avec 7,8 Md€, soit une progression supérieure à 10 % sur un an.

En 2015, le marché des **envois** de correspondance représente un revenu de 6,8 Md€, en hausse de 0,9 % par rapport à 2014. Les volumes correspondants sont de l'ordre de 11,4 milliards d'objets, en baisse de 6,1 %. La forte augmentation des prix, + 7,8 % sur le périmètre du service universel postal, explique la progression des revenus en 2015. Le marché de la publicité adressée connaît un recul plus significatif (– 2,4 % en valeur et – 7,8 % en volume) que celui des autres envois de correspondance (hausse de 1,6 % en valeur et baisse de 5,4 % en volume). La tendance générale à la diminution des volumes de courrier se confirme dans la plupart des pays européens. Elle est en moyenne de – 6,5 % par an sur la période 2011-2014 pour les envois non express. Le secteur de l'express affiche au contraire une croissance importante qui s'amplifie pour atteindre + 9,5 % entre 2013 et 2014. Cette évolution semble portée par la croissance du e-commerce qui utilise de façon croissante les services des expressistes.

En 2015, le chiffre d'affaires global de l'ensemble de la **presse écrite** se contracte pour la huitième année consécutive (– 3,0 %). La diminution est toutefois atténuée par rapport à celle enregistrée au cours des deux années précédentes (– 5,1 % en 2014, – 6,5 % en 2013). Cette moindre baisse est due à celle de l'ensemble des recettes publicitaires. Leur retrait de 4,5 % succède en effet à trois années de repli très marqué. Le chiffre d'affaires des ventes recule également à nouveau en 2015 (– 2,3 %, après – 1,1 % en 2014). ■

Définitions

Envoi postal : objet destiné à être remis à l'adresse indiquée par l'expéditeur sur l'objet lui-même ou sur son conditionnement et présenté dans la forme définitive dans laquelle il doit être acheminé. Outre tous les envois de correspondance, sont notamment considérés comme des envois postaux les livres, les journaux, les périodiques et les colis postaux contenant de la marchandise, avec ou sans valeur commerciale. Les colis envoyés en express, la presse portée et la publicité non adressée ne sont pas des envois postaux.

Tirage (d'un support de presse) : nombre total d'exemplaires d'un support de presse qui est imprimé.

Catégories de presse, colis, haut-débit, presse écrite, services de communications, technologies de l'information et de la communication (TIC), transport express : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Rapport public d'activité 2015 », Arcep, juin 2016.
- « Observatoire annuel du marché des communications électroniques en France », *Les actes de l'Arcep*, mai 2016.
- « Trente cinq ans de services d'information et de communication », *Insee Première* n° 1575, novembre 2015.
- « Services d'information et communication : la croissance reste bien orientée », *Insee Focus* n° 43, novembre 2015.

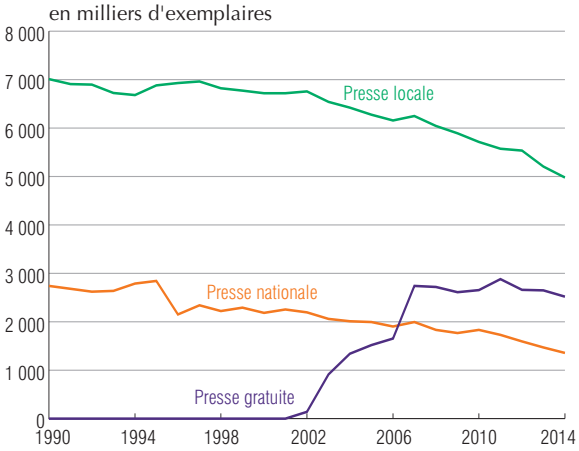
Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Activités postales et marchés connexes de distribution en 2015

	Objets envoyés en millions	Revenus en millions d'euros HT
Envois de correspondance	11 397	6 816
Remis contre signature	236	1 072
Colis[1]	328	1 626
dont colis remis contre signature	*66*	*455*
Distribution de la presse aux abonnés[2]	2 218	429
Objets adressés distribués en France	**13 127**	**9 943**
Objets adressés Export	325	564
Publicité non adressée	21 537	671

1. Colis ordinaires hors express, distribués uniquement par les opérateurs autorisés.
2. Le portage de presse est compris dans les volumes distribués mais exclu dans les revenus générés.
Champ : l'import est inclus dans l'ensemble des envois de correspondance, objets remis contre signature, colis, presse et publicité non adressée.
Source : Arcep.

Tirage de la presse quotidienne d'information générale et politique de 1990 à 2014



Note : tirage moyen journalier en juin de chaque année.
Source : DGMIC.

Marché mondial des services de télécommunications

en milliards d'euros

	2014 (r)	2015	15/14 en %
Europe	273	271	– 0,6
dont : Allemagne	*46*	*45*	*– 1,3*
Espagne	*18*	*17*	*– 4,5*
France	***34***	***33***	***– 3,2***
Italie	*23*	*22*	*– 1,0*
Royaume-Uni	*45*	*45*	*1,0*
Amérique du Nord	336	342	1,9
dont États-Unis	*308*	*314*	*1,9*
Amérique latine	86	95	10,7
dont Brésil	*32*	*33*	*3,0*
Asie-Pacifique	359	376	4,9
dont : Chine	*145*	*154*	*6,1*
Inde	*20*	*23*	*12,8*
Japon	*99*	*102*	*3,1*
Afrique et Moyen-Orient[1]	57	60	4,8
Total	**1 110**	**1 145**	**3,1**

1. Changement de méthodologie en 2014.
Note : chiffre d'affaires de détail hors vente d'équipement généré par le secteur des services télécoms.
Champ : téléphonie fixe et mobile, transmission de données et d'images.
Source : Idate.

Marché de détail des communications électroniques

en milliards d'euros HT

	2014	2015 (p)
Revenus des services offerts sur réseaux fixes	17,3	16,9
Services haut et très haut débit	10,7	10,7
Services bas débit	4,2	3,8
Services de capacité	2,4	2,4
Revenus des services offerts sur réseaux mobiles	14,7	14,2
Autres revenus[1]	3,2	3,3
Revenu total des opérateurs	**36,6**	**35,9**

1. Vente et location de terminaux et d'équipement (y c. « box »), hébergement, gestion des centres d'appels, publicité, cessions de fichiers.
Source : Arcep.

Chiffres d'affaires par grande catégorie de presse

	Nombre de titres		Chiffres d'affaires[1]	
	2014	14/13 en %	2015 (p) en milliards d'euros	15/14 en %
Presse nationale d'information générale et politique	123	15,0	1,1	– 2,7
Presse locale d'information générale et politique	438	– 1,8	2,5	– 2,8
Journaux gratuits d'information	192	7,3	0,2	– 4,8
Presse spécialisée grand public	2 036	– 3,4	2,9	– 3,1
Presse spécialisée technique et professionnelle	1 325	– 2,6	0,7	– 2,4
Journaux gratuits d'annonces	120	– 20,0	0,0	– 27,0
Total	**4 234**	**– 2,7**	**7,5**	**– 3,0**

1. Ventes et publicité.
Source : DGMIC.

Secteur des télécommunications dans l'UE

en milliards d'euros

	Investissements dans les réseaux		Recettes issues des comm. électroniques hors TVA	
	2009	2012	2009	2012
Allemagne	6,1	6,4	60,4	58,0
Autriche	0,5	0,5	4,9	4,4
Belgique	1,1	1,2	8,6	8,6
Bulgarie	0,3	0,3	1,7	1,4
Chypre	0,1	0,1	0,6	0,6
Croatie	…	0,3	…	1,7
Danemark	1,1	0,9	5,5	5,0
Espagne	3,9	3,6	38,6	32,9
Estonie	0,1	0,1	0,7	0,7
Finlande	0,6	0,7	4,7	4,9
France	**5,9**	**7,3**	**53,2**	**50,3**
Grèce	1,3	0,7	7,3	6,1
Hongrie	0,7	0,5	3,3	2,8
Irlande	0,4	0,8	4,6	4,1
Italie	6,2	6,0	43,1	41,0
Lettonie	0,1	0,1	0,6	0,3
Lituanie	0,1	0,1	0,8	0,7
Luxembourg	0,1	0,1	0,5	0,6
Malte	0,0	0,0	0,2	0,2
Pays-Bas	2,6	2,7	11,3	12,2
Pologne	1,5	1,3	10,8	9,9
Portugal	1,1	0,8	6,2	5,4
Rép. tchèque	0,6	0,6	5,5	4,6
Roumanie	0,7	0,6	3,9	3,6
Royaume-Uni	2,5	4,9	46,8	53,6
Slovaquie	0,3	0,3	2,3	2,2
Slovénie	0,2	0,2	1,1	1,3
Suède	1,0	1,0	8,0	8,3
UE	**39,1**	**42,1**	**335,2**	**325,3**

Source : Eurostat.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
…	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Numéro du thème et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et en couleur sont définis plus bas ou dans la rubrique « Définitions » en annexes

Une présentation synthétique sur chaque double-page

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (– 0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à + 0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à + 0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2nd semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (– 17,6 % sur un an, fin 2015) que pour pour les carburants (– 9,3 % pour le gazole, – 6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015 (– 7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accentuent (– 3,9 % fin 2015, après – 2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (– 0,2 % fin 2015, contre + 0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+ 1,2 % en moyenne, après + 1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+ 8,9 %, après + 4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+ 0,6 %, après – 0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+ 5,3 % en moyenne en 2015, après – 4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Des définitions pour comprendre les concepts clés de la double page

Toutes les définitions sont regroupées dans la rubrique « Définitions » en annexes

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes des données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1er quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Des publications téléchargeables gratuitement pour approfondir le sujet Adresses des sites Internet à retrouver dans la rubrique « Adresses utiles » en annexes

Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération[1] 2015	Évolution 15/14 Moyenne annuelle	Évolution 15/14 Glissement déc. à déc.[2]
Ensemble (y c. tabac)	**10 000**	**0,0**	**0,2**
Ensemble (hors tabac)	**9 801**	**0,0**	**0,0**
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6
Boissons non alcoolisées	135	– 0,5	– 0,6
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1
Tabac	199	0,3	0,3
Habillement et chaussures	451	– 0,9	– 0,2
Habillement	350	– 1,2	– 0,3
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	– 0,2
Loyers d'habitation	609	0,6	0,5
Entretien et réparation courante du log.	146	1,3	1,1
Distribution d'eau et autres services	188	1,5	1,5
Chauffage, éclairage	498	– 0,6	– 2,0
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	159	0,1	0,4
Articles de ménage en textile	42	0,7	1,7
Appareils ménagers	86	– 1,5	– 0,6
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4
Outillage pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6
Santé	1 008	– 1,2	– 1,4
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	– 3,4	– 3,9
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5
Transport	1 504	– 1,5	– 1,1
Achats de véhicules	335	0,8	1,9
Utilisation de véhicules personnels	890	– 3,0	– 2,2
Services de transport	279	0,9	– 1,1
Communications	257	0,4	1,0
Services postaux	18	8,9	8,8
Matériel de téléphonie et de télécopie	19	– 11,3	– 8,8
Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2
Loisirs et culture	792	0,2	0,9
Équipements audio-visuels, photo et informatiques	136	– 4,3	– 1,7
Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4
Autres articles et équip. de loisirs	209	– 0,1	0,7
Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1
Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5
Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4
Éducation	23	1,5	1,2
Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6
Restauration et cafés	613	1,3	1,3
Services d'hébergement	184	1,7	2,9
Autres biens et services	1 286	1,2	1,2
Soins personnels	290	– 0,2	0,1
Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0
Protection sociale	434	1,6	1,4
Assurances	250	2,6	2,9
Services financiers	67	0,7	0,7
Autres services	130	1,0	0,7

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Note : base 100 en 2015.
Champ : ensemble des ménages.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

Quelques hausses et baisses de prix en 2015

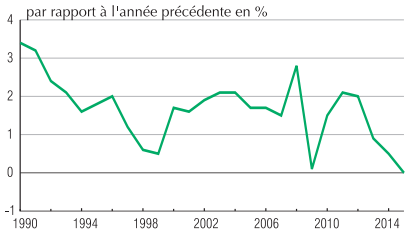
glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	– 17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	– 9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	– 8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	– 8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	– 7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	– 7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	– 6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	– 6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	– 4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	– 4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14		15/14
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	– 0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	– 0,6	Malte	1,3
Espagne	– 0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	– 0,2	Portugal	0,3
Finlande	– 0,2	Slovaquie	– 0,5
France	**0,3**	Slovénie	– 0,6
Grèce	0,4	**Zone euro**	**0,2**
Irlande	0,2	**UE**	**0,2**
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Eurostat.

Des données de cadrage européennes ou mondiales

Titre du thème